

Sommet pour un plan B - PARIS 23 et 24 janvier 2016

Synthèse par Yves THIEBAUT membre de la commission économie du PG

I- INTRODUCTION

Le présent report de notes prises au cours du sommet, porte sur les séances plénières et les tables rondes « L'euro à quelles conditions », « Pour reconquérir une souveraineté économique », « Audit, moratoire, défaut : pour maîtriser les outils », « Pour reconquérir une souveraineté économique ».

Pour distinguer la transcription des interventions des éclairages ou résumés du rédacteur, ces derniers seront en italiques.

Les qualités des intervenants figurent sur le programme du sommet. Ne sont précisées que les qualités des invités absents du programme.

II – SYNTHÈSE A VISEE OPERATIONNELLE

Tentative de résumer les points majeurs des transcriptions ci-dessous.

On peut voir en Grèce mais aussi en Tunisie l'ordo-libéralisme à l'œuvre sans frein. Comme l'avait prédit Mendès-France, ces dérives sont inscrites dans le Traité de Rome et sont parachevées par les traités de libre échange type TAFTA. C'est le tableau futur de la France et de toute l'Europe si on laisse faire.

La souveraineté est incompatible avec l'ordo-libéralisme. Les peuples doivent redonner la suprématie du politique sur l'économie, c'est le fond du plan B. Il faut donc sortir de cette Europe, mais par l'Internationalisme car le capitalisme est organisé mondialement, même si le cadre de l'État nation peut favoriser cette transition, ou qu'il s'avère point de passage obligé. Il s'agit de souveraineté populaire et non de souveraineté nationale, elle n'est pas de droite. Toutefois cela ne signifie pas qu'il faille attendre que tous les pays soient synchrones, mais toutes les forces de gauche devront soutenir les pays qui rentrent en rupture. L'objectif d'une nouvelle Europe est largement partagé, mais son degré d'intégration n'était pas au menu de ces tables rondes.

Unanimité pour dénoncer les traités et pour penser qu'une rupture préalable est nécessaire, qui passe par la reprise de souveraineté sur les banques centrales, le moratoire du service de la Dette et le lancement de son audit. Les citoyens doivent contrôler en permanence la formation de la dette publique qui n'est pas nécessairement souscrite auprès des marchés à condition de recouvrer souveraineté monétaire et souveraineté des choix politiques.

De façon unanime, l'audit citoyen apparaît comme un droit de même que la protection des droits de l'homme. Les gouvernements de tous les pays sont actuellement tenus de veiller à ce que les mesures économiques ne contreviennent pas aux droits de l'homme dans le pays sur lequel ces mesures portent. Le dossier est solide sur le plan juridique et sera une arme dans la confrontation à venir.

La question de l'euro est totalement seconde par rapport à ces enjeux, sa disparition est sans doute nécessaire en tant que verrou des traités mais absolument pas suffisante.

D'aucuns approuvent le principe de la monnaie commune comme objectif plus ou moins lointain et se partagent en deux groupes.

Le premier groupe (J. Généreux, E Brancaccio, M. Albiol Guzman, JLM) penche vers la réforme fondamentale des traités dans le sens de la solidarité, revenir sur la libre circulation des capitaux et des biens, appliquer en gros les objectifs de programme du PG...On cherche une autre UE, la question de l'euro est seconde sans être secondaire.

Le deuxième groupe (O. Lafontaine, M. Amato, M. Höpner, S Fassina) préconise de changer le fonctionnement de l'UE sans qu'il soit forcément nécessaire de passer par une phase de modification formelle des traités : ré équilibrer les échanges intra européens en faisant porter l'effort autant sur les pays excédentaires que sur les autres, par divers moyens techniques, dé financiariser l'économie,

prévoir des transferts, niveler les taux d'intérêt...On cherche à corriger les défauts rédhitoires et génétiques de l'UE.

D'autres (N. Willumsen, F. Lordon et E.Toussaint) semblent penser que l'euro n'est même plus possible, alors que F. Lordon avait popularisé la notion de monnaie commune dans son livre « La malfaçon ». L'euro est incompatible avec une démocratie solidaire. Ce serait stop à l'euro, en finir au plus vite avec ce qui a été une erreur, appliquer les mesures de souveraineté populaire et ensuite réfléchir aux formes de coopérations européennes possibles.

La contribution du PG au sommet est dans la logique du premier groupe. Elle table que le rapport de force permettra de s'affranchir des contraintes actuelles symbolisées par l'euro le temps de bâtir une autre UE quitte à adapter l'euro en monnaie commune. Les pistes éco-techniques évoquées par le groupe 2, peuvent représenter des étapes utiles vers cette autre UE, mais ne suffiront pas. Il faut se préparer à l'éventualité évidente aux yeux du troisième groupe de revenir à une monnaie nationale, ce qui n'est pas un but en soi mais la conséquence du choix de la démocratie dans le contexte actuel. C'est l'ensemble de la démarche qu'on appelle maintenant plan B.

Dans ce cadre, le plan A recouvre des aménagements possibles sur le chemin d'une autre UE totalement à redéfinir, des éléments de confrontation, mais n'est pas, n'est plus depuis la crise grecque, une heureuse alternative au plan B.

III.1 Séance plénière : ouverture par Oskar Lafontaine.

« Si l'Europe ne retrouve pas la solidarité, qui est le fondement de l'Europe, elle sera détruite par les égoïsmes ». *D'emblée le cadre est ainsi fixé : le plan B ou les plans B ont bien pour objectif de repenser l'UE. 28 % des jeunes européens sont menacés d'exclusion sociale, l'UE n'agit pas dans l'intérêt du plus grand nombre. 1 % des personnes du monde possèdent 91 % des richesses. Le système des USA est celui d'une oligarchie corrompue (dixit Jimmy Carter), l'Europe en suit le chemin, elle s'est déliée de ses entraves démocratiques. Un système ne peut être qualifié de démocratique qu'à la vue de ses résultats. Or les résultats apportés par le capitalisme sont les guerres des riches et le terrorisme, guerre du pauvre. Le capitalisme provoque les migrations comme les nuées apportent l'orage.*

Le sommet doit montrer les étapes à suivre pour échapper au moins en partie au joug du capitalisme. Il n'est pas possible de tout renverser. Le premier pas est la reprise du contrôle des Banques Centrales Nationales (BCN) pour financer les dépenses publiques. La BCE ferait mieux d'utiliser les 60 mds d'euro mensuels du Quantitative Easing (QE) à investir. Une BCN est plus à même que la BCE d'investir utilement.

Il est illusoire d'attendre qu'une majorité de pays rejette le paradigme néo-libéral, mais si déjà la gauche allemande venait au pouvoir et mettait fin au dumping social, ce serait un signe formidable.

Le plan B n'est pas un mirage, il doit présenter des étapes concrètes visibles inscrites dans un calendrier précis. A l'issue des sommets et des travaux, toutes les forces de gauche européenne devront se rassembler derrière le même plan B.

La question qui sera traitée tout au long du sommet sera de savoir s'il est possible de réformer l'UE de l'intérieur ou si la sortie est un passage obligé.

III.2 Table ronde « L'euro, à quelles conditions »

Avec Jacques Généreux, Massimo Amato, Emiliano Brancaccio, Martin Höpner, Nikolaj Willumsen et Frédéric Lordon. On a replacé in fine l'intervention à la table ronde suivante d'Eric Toussaint qui s'est en fait portée davantage sur le sujet du plan B que sur la Dette.

Jacques Généreux

Il y a plusieurs alternatives au système actuel, la question n'étant pas de s'il faut en sortir mais comment, et le système idéal n'est pas accessible immédiatement. Cf. l'évolution révolutionnaire chez Marx et Jaurès. Il faut aborder les partenaires de l'Euro par la rupture et la négociation. En même temps. On reste ouvert à toute solution permettant d'atteindre nos objectifs : restaurer la solidarité, rendre aux citoyens le contrôle de la politique monétaire etc. Mais tout n'est pas à jeter dans l'UE

Les plus gros problèmes viennent des institutions, pas de la monnaie qui n'est pas responsable des politiques.

Il faut respecter la contrainte des réalités concrètes et à partir de celles-ci ordonner et hiérarchiser.

Le plan A, ce sont des aménagements à la marge, qui ne se feront pas sans un minimum de consensus politique et sans le choc de la rupture d'au moins un pays.

Aller dans le cadre des traités actuels vers une zone monétaire viable, ou plan A bis, avec un fédéralisme budgétaire : pure illusion. Il nécessite une Europe fédérale qui s'appuie sur un peuple européen qui n'existe pas. Ce ne serait possible que sous forme de dictature.

Si le plan B c'est la monnaie commune, il nécessite aussi une intégration politique forte. Cela est utopique à moins de 10 ans mais cette utopie est créatrice en ce qu'elle dessine un horizon possible et souhaitable.

Le plan B2 serait de réformer le système actuel par des réformes graduelles de renforcement de la coopération...

Le plan B3 c'est le repli sur soi puis de reprendre la construction européenne depuis 1992.

Pour la France, il faut des mesures conservatoires immédiates à la prise de pouvoir:

- Prévenir les partenaires
- Contrôler les mouvements de capitaux
- Réquisitionner la BdF
- Déclencher des procédures juridiques contre la BCE
- Annuler unilatéralement nos créances sur la Grèce

La négociation c'est de mettre tous les plans B sur la table ou de pousser l'UE à nous exclure, ce qui n'est pas une option réaliste. L'ultimatum « la négociation ou rejet de la France » ne peut que réussir.

Emiliano Brancaccio

La thèse du 23/09/2013 parue dans le Financial Times est toujours valable : la poursuite des politiques actuelles va aggraver les crises, le seul choix est la sortie de l'euro dans le désordre.

Le plan B est une nécessité historique, mais il y en a plusieurs, dont celui des créanciers comme Schauble qui consiste à « tout changer » pour conserver les rapports actuels créanciers/débiteurs. En particulier que la dette reste en euro. Tout changer pour qu'au fond rien ne change.

Il y a d'autres plans B. Celui d'O. Lafontaine est un début, pas une fin. Le retour au SME ne réglerait pas la question du différentiel d'inflation qui ne peut se résoudre qu'en empêchant l'hégémonie des pays qui imposent leur excédent et en sanctionnant la déflation compétitive ; Il faut donc réviser les traités et limiter la liberté de circulation des capitaux et des biens, ce qui est prévu par le FMI. Cette restriction doit pouvoir être mise en œuvre de façon indépendante.

Massimo Amato

On est dans une impasse, car l'euro pousse à la dislocation de l'Europe (*en exacerbant les différences au lieu de les compenser*) mais par ailleurs la sortie de l'euro crée un risque de non coopération et le plus probablement de façon désordonnée.

L'Europe a tendance à se suicider politiquement (*elle ne pèse rien en tant que telle*) et économiquement. Il ne faut pas croire Draghi, les élites souffrent de rigidité idéologique.

Le plan A ne serait pas un sauvetage mais une réforme de l'euro dans le sens de Keynes, i.e. le changement du rapport à la monnaie (*pas développé ou pas compris du rédacteur*)

Que faire ? : passer de la monnaie unique à la monnaie commune, transformer les instruments pour faciliter la transition. Les marchés financiers n'existent qu'en raison des déficits commerciaux. Il faut donc mesurer les déséquilibres, par la notion de monnaie de compte, et les réduire des deux côtés, pas seulement les déficits. Peut-on le faire sans ré introduire les monnaies nationales, alors que l'expérience de l'ECU a raté ? Oui, en réformant l'euro à partir des instruments existants. TARGET2 absorbe les déséquilibres, il ne les compense jamais. On pourrait appliquer des taux d'intérêts négatifs aux créanciers (*au sens des balances TARGET2*) pour alimenter des fonds de développement. Il faudrait aussi isoler sur un « TARGET 3 » les transactions commerciales (*isoler des mouvements de capitaux entre banques qui représentent l'écrasante majorité des flux sur TARGET2*). La piste des compensations régionales, avec un lien 1/1 avec l'euro est aussi à étudier. Il s'agit avec ces mesures, qui pourraient faire l'objet de projet de loi franco-italien, de réorienter les liquidités vers l'économie. Ce n'est pas la panacée mais cela permettrait un degré supplémentaire de liberté fiscale.

Martin Höpner

Il y a trois crises distinctes :

- celle la dette publique et privée qui a conduit à la crise bancaire en Italie
- celle de la stagnation et de la contraction : on pourrait mettre en place un système keynésien d'encouragement de la demande et de garantie de la Dette,
- celle de l'absence de change. Les membres de l'UE doivent pouvoir synchroniser salaires et prix, ce qui interdit la solution keynésienne qui implique de pouvoir dévaluer et ré évaluer selon les pays. Les pays du Nord pourraient soulager ceux du Sud en partie par l'inflation, par exemple des salaires allemands sur une période suffisamment longue. Les transferts pourraient être organisés, la BCE pourrait niveler les taux des obligations d'État.

Mais tout ceci a une probabilité nulle de réalisation, non pas à cause de la BCE mais de l'Allemagne trop tournée vers l'export. Une pression sur les salaires entraînant une baisse des exportations n'est pas possible dans le système allemand. Et donc la dévaluation interne reste la seule solution pour les autres pays. Le SME entre 1979 et 1988 n'était pas parfait mais s'avère réussi par rapport au désastre de l'euro. Il faut rajouter au SME ce qui lui manquait, à savoir imposer la ré évaluation aux pays déflationnistes (*pourtant les réajustements du SME impliquaient dévaluations et réévaluations.*)

Martin était « enthousiaste pour l'euro » mais il a compris s'être trompé et que les créateurs de l'euro ont fait une énorme erreur (*tout comme le rédacteur...*)

Nikolaj Willumsen

Vice-président du groupe GUE au Parlement européen et membre du Conseil de l'Europe (*à ne pas confondre avec le Conseil Européen des chefs d'État et de gouvernements*) qui ne s'occupe que des droits de l'homme et dont le champ est plus large que l'UE. *Rappel : le Danemark n'est pas dans la zone euro.*

Il est possible de coopérer autrement en se fondant sur les droits de l'homme. « NON » danois en 1992 et en 2000. L'euro est fondé sur une stratégie dominatrice de droite au dépend des populations. Nikolaj Willumsen promeut une sortie ordonnée de l'euro. Les règles des traités empêchent un système démocratique et oriente le public vers le privé alors que les pays ont besoin de renforcer leurs structures plutôt que de servir leur Dette qui enrichit leurs banques.

Au Danemark : redistribution, sécurité sociale de haute qualité, réduction des inégalités, syndicalisation à plus de 70 %. Le modèle Nordique est incompatible avec l'UEM. L'Europe ne se soucie pas des déséquilibres entre pays européens mais uniquement que de l'équilibre de l'Europe vis-à-vis du reste du monde. La politique monétaire doit être ajustée à l'économie réelle.

Les forces progressistes doivent discuter d'un plan B urgent, par exemple en commençant par utiliser le fond de stabilité européen pour aider les pays à quitter l'euro plutôt qu'à sauver les banques. On doit s'opposer à la construction de l'euro de l'intérieur comme de l'extérieur.

Frédéric Lordon

F. Lordon a parlé rapidement et avec sa fougue habituelle en liant économie, politique et philosophie, ce qui ne rend pas aisée la transcription de son intervention.

La Gauche ne décille toujours pas devant les crimes politiques que sont les atteintes à l'espérance. La construction européenne échoue selon ses propres critères. La communauté politique démocratique n'est pas pensée sans qu'on soit accusé de germanophobie parce que l'Allemagne est un obstacle à tout mouvement. Tous les pays sont co-responsables de l'euro mais l'Allemagne a une responsabilité particulière par son histoire et par son rapport à la monnaie.

Les populations n'ont plus le temps d'attendre, mais l'idiosyncrasie (*la façon spécifique, intrinsèque, d'une personne, d'un organisme, d'un système...de réagir aux événements extérieurs*) allemande est le verrou du verrou. L'Allemagne sortirait de l'euro plutôt que de le réformer.

Établissement du rapport de force ? Probabilité nulle qu'un gouvernement progressiste allemand suffise. Il faut un internationalisme réel, à savoir coordonner les gauches et soutenir le premier qui prend le pouvoir, en tissant d'autres liens que monétaires.

L'intimidation néo-libérale sert le FN qui ne sortirait pas de l'euro. Le plan B est un porteur historique de la différence. Il faut des idées claires, c'est-à-dire viser un objectif maximal qui n'est que le but minimal ! Il faut rétablir la démocratie, l'euro démocratique n'existe pas.

Eric Toussaint

Retour sur le plan A grec. En 2013, le budget grec était en excédent primaire, il fallait revoir les dépenses sociales et il était prévu de ré-examiner la Dette. Mais les dirigeants voulaient garantir à l'UE qu'il n'y avait pas de plan B pour obtenir l'accord des créanciers.

Dans la plupart des pays de la zone euro, un plan A ne permettrait pas de garantir un excédent primaire. Il faut annoncer l'existence d'un plan B d'une série de mesures anti-traités. On a l'obligation de désobéir car les juristes peuvent montrer les obligations des créanciers comme des débiteurs de respecter les droits de l'homme. Le droit d'appliquer des mesures d'autodéfense est parfaitement fondé en droit international. Parmi ces mesures unilatérales :

- commission d'audit

- suspension du service de la Dette jusqu'à la fin de l'audit,

En Grèce en 2012, il eut fallu suspendre le service de la Dette et réformer la gouvernance des banques pour pouvoir les mettre en faillite, les socialiser et garantir les dépôts plutôt que d'injecter 40 mds d'euro sans résultat. Le gouvernement aurait pu prendre des mesures de désobéissance et créer une monnaie complémentaire interne utilisable pour une partie des opérations : paiements courants, retraites, salaires, impôts...ce qui aurait montré au public la possibilité de sortir de l'euro.

Il fallait sortir de l'euro mais Syriza voulait y rester, alors que les 62 % de NON au référendum savaient que le NON impliquait de sortir de l'euro.

L'enseignement à en tirer est que le plan B doit contenir des mesures unilatérales d'autodéfense intégrées dans un ensemble apportant des réponses sur tous les aspects et qu'une dialectique populaire est indispensable.

III-4 Intervention de Jean-Luc Mélenchon

Il faut une montée des consciences politiques populaires. Cela ne servirait à rien de fétichiser l'euro et d'en sortir d'emblée. La mise en œuvre d'un plan A donnerait-elle le temps de cette montée des consciences ? Il y faudra en tout cas une solidité personnelle des dirigeants. La gauche est prisonnière d'un internationalisme abstrait, il faut passer par l'étape Nation. L'Allemagne est irrationnelle, du point de vue de JLM, il faut être dur avec elle. Tout dépend de la force de la mobilisation populaire qui doit soutenir les négociateurs.

IV.1 Séance plénière : ouverture par Zoé Konstantopoulou

Z. Konstantopoulou revient naturellement sur la crise grecque.

Son nouveau parti, Unité Populaire, n'a pas eu d'élu lors des dernières élections à 50 % d'abstentions. Tsipras introduit les lois les plus libérales à cause du TINA imposé par l'Europe, il a donc trahi. La lutte pour restaurer la démocratie populaire est donc ouverte.

L'oratrice retrace l'historique de la dette grecque et des événements, les dénis de démocratie par des textes de loi de centaines de pages privant en fait le Parlement de possibilités de contrôles. Les dépenses militaires ont été colossales et n'ont servi qu'à la corruption, les produits livrés étaient défectueux. Corruption et injustices règnent en Grèce.

Depuis septembre les pressions antidémocratiques s'exacerbent, textes à voter en urgence, toujours au profit des créanciers. Le comité d'Audit de la Dette est harcelé, ses membres menacés ; il est soutenu par la population mais celle-ci est au désespoir. L'Audit est pourtant un droit souverain du peuple.

La Dette sera à 200 % du PIB d'ici deux ans selon le FMI, on va vers la préparation d'un régime totalitaire via les banques, risque qui concerne toute l'Europe. La Grèce représente l'avenir de l'Europe si on n'agit pas.

IV.2 Table ronde « Audit, moratoire, défaut : pour maîtriser les outils »

Avec Benjamin Lemoine, Mabrouka Mbarek, Carlos Sanchez Mato, Eric Toussaint et une invitée *non annoncée dans le programme dont je n'ai noté que le prénom Marion*.

Historique de la Dette en France par B. Lemoine

Il faut réfléchir à la structure de la Dette publique bien en amont de la bataille pour son annulation. On peut se passer des marchés pour financer l'État (*la dette auprès des marchés est matérialisée par des « obligations négociables », qui peuvent y être échangées*). A partir de 1987 la part négociable de la Dette est devenue majoritaire.

Dans les années 1945 à 1960, l'État collectait l'épargne et il n'y avait pas de contrainte sur le déficit. Tous les flux étaient centralisés par le Trésor, les taux étaient fixes. En 1955, le Trésor était le premier collecteur de capitaux devant les banques (au 2/3 nationalisées). Les avances directes de la BdF au Trésor étaient sous contrôle parlementaire. L'inflation est restée à 6 % de 1950 à 1960. (*NDLR : après des taux à 50 % aux lendemains de la guerre. Par ailleurs, il faudrait regarder en face le dynamisme des banques à financer l'économie pendant la période*).

En 1948, le Trésor a obligé les banques à fournir des liquidités contre des Bons du Trésor par l'émission de dettes en continu sans adjudication.

A la fin des années 60, on a voulu ramener l'État dans le niveau commun, plus au-dessus des marchés, en favorisant la concurrence bancaire.

La Dette grecque par « Marion »

Rapport de l'ONU en oct. 2015 sur l'état de la Grèce :

- protection sécurité sociale insuffisante, hausse de 200 % de la contamination VIH, hausse du paludisme.
- risque d'exclusion sociale en hausse, hausse de 36 % des personnes en dessous du seuil de pauvreté.

Rapport de l'ONU sur la dette grecque de mars 2016 : de 11 à 21 % de la population ont vu leur situation se dégrader.

- Respecter les droits fondamentaux est indépendant des questions économiques
- L'argument de la pression des créanciers a été rejeté :
 - Les autres gouvernements ont l'obligation de ne pas faire pression sur la Grèce pour qu'elle vole les droits de son peuple. Ils peuvent être tenus pour co-responsables des violations des droits de l'homme en Grèce.
 - Les pays du FMI sont responsables du respect des règles du FMI dans les initiatives de ce dernier.
 - Personne n'a évalué l'impact sur les droits de l'homme des mesures imposées à la Grèce.
- La position de la troïka est une volonté délibérée, les choix sont donc possibles et alors sa responsabilité est engagée.

La Dette de Madrid par Carlos Sanchez Mato

AHORA MADRID (Maintenant Madrid) a gagné les élections municipales (À l'origine se trouve la plateforme « Ganemos Madrid » ainsi que la section madrilène de Podemos. À titre individuel, la liste comporte également des membres d'EQUO (parti écologiste) et de la Gauche unie) grâce à des mobilisations qui remontent à 1980 en lien avec l'Amérique du Sud.

La dette a explosé depuis 2000. La spécificité de la dette espagnole est l'explosion de la dette privée : multipliée par 3 de 2000 à 2007. Il a fallu transformer la dette privée en dette publique. Comment : par le sauvetage des banques, la réduction des impôts des entreprises, les travaux inutiles au profit des entreprises...ça a masqué la crise préexistante. Il y a eu un changement dans la constitution (art 135) qui subordonne tout au service de la Dette. D'autres lois vont dans le même sens comme la loi sur la stabilité financière qui priorise le service des intérêts.

La dette de Madrid a cumulé à 8 mds d'euro, bien plus que dans les autres villes mais a maintenant un énorme excédent budgétaire à cause de la croissance des impôts locaux sans investissement en regard. La nouvelle municipalité a fait passer les dépenses sociales de 8 % (limite imposée qui ne sera plus respectée, risque juridique) à 26 % et le service de la dette de 34 % à 15 %, ce qui est possible car l'effort demandé était bien supérieur aux besoins pour respecter les échéances bancaires. Le service de la dette est maintenant soutenable financièrement mais pas au regard du respect des droits de l'homme.

Comprendre la formation de la dette : délits sans doute, taux 10 fois (vérifié) les taux EURIBOR : légal mais illégitime. Il ne sert à rien de faire un audit en cercle fermé avec les cabinets type Deloitte, il faut une implication citoyenne contraignante.

Madrid ne va plus se financer par des emprunts sur les marchés, d'ailleurs les contrats avec les agences de notation ont été annulés, mais par les impôts et ses ressources propres.

Le cas tunisien par Mabrouka Marek

Expérience intéressante. Si la Tunisie décidait un audit de la Dette, on pourrait vouloir la soumettre. La Tunisie veut auditer la Dette dans le cadre de la stratégie générale de recouvrer le droit à la création monétaire. En s'inspirant de l'Equateur et de la Norvège une première loi a été tentée en 2012 mais n'est pas passée. La loi doit donner accès à l'information aux citoyens qui ont eu peur à cause de la menace de couper les crédits. Une autre tentative aura lieu. Une révolution passive est en cours mais les détenteurs de la richesse sont toujours là.

Une autre voie est la recherche des responsabilités financières par le processus de justice et de transition. On a pu inscrire dans la Constitution que les ressources naturelles appartiennent aux Tunisiens et qu'il faut protéger les générations futures.

Crainte à l'extérieur de l'effet domino. Hollande annonce soutenir la Tunisie mais il négocie la reconversion de la Dette, pas sa remise en cause.

La stratégie d'audit ne peut être orpheline, il faut en même temps restaurer la justice sociale, la souveraineté monétaire ; il faut décider qui peut et pourquoi créer de l'argent. D'aucuns craignent d'utiliser les BCN mais des moyens existent pour limiter l'inflation qui en découlerait. En Tunisie, les capacités de production d'électricité solaire permettraient de tout financer.

Il faut auditer en permanence, analyser contrats et traités et une solidarité parlementaire internationale est nécessaire pour empêcher les mauvais traités.

V.1 Séance plénière : ouverture par Stefano Fassina

La priorité doit être apportée à l'accueil des migrants. Les pires fantômes du passé européen sont toujours présents. La révision de Schengen serait une lourde erreur. Tableau de la situation actuelle de l'Europe et des Gauches. La Gauche doit développer une ligne travailliste pour défendre les peuples, lever une initiative européenne pour une zone euro pro travailliste même si ce n'est pas réaliste et appliquer un plan B de reconstruction.

Il faut conclure le sommet avec la déclaration d'un plan B permanent. On doit s'engager sur une feuille de route qui sera la base de la Gauche du XXIème siècle.

V.2 Table ronde « Reconquérir une souveraineté économique »

Avec Marina Albiol Guzman (*non annoncée : députée espagnole de Izquierda Unida*), Jihen Chandlou, Morvan Burel.

Marina Albiol Guzman : quelle souveraineté ?

Le peuple a-t-il jamais eu de souveraineté c'est-à-dire le droit à choisir sa destinée ? Tous les instruments du système européen ont été créés par les puissants pour les puissants. Ce n'est pas l'Allemagne qui a imposé le diktat aux Grecs, mais le parlement grec ; ce n'est pas l'Allemagne qui exploite les espagnols, mais la bourgeoisie locale. Les problèmes sont inhérents au capitalisme et pré existaient à l'euro. L'abandon de l'euro ne redonnerait pas pour autant la souveraineté économique mais si la Gauche espagnole arrive au pouvoir elle sera face aux politiques européennes et il faut s'attendre à être exclu de l'euro. Ce qui peut être le chemin de la résolution des problèmes sociaux.

Il faut donc vaincre le capitalisme et se réapproprier les ressources économiques et les moyens de production. Le premier pas est de mettre un moratoire au service de la Dette et de lancer son audit. Mais ce n'est pas suffisant si on ne contrôle pas les grands secteurs. Le cas de la Grèce montre que ce n'est pas possible dans le cadre de l'UE actuelle, pas plus qu'en revenant aux États nationaux. Il faut un projet constituant européen et donc recourir à l'Internationalisme. Il faut lutter contre toutes les bourgeoisies, pas seulement celle de son pays, parfaitement organisées alors que nous ne le sommes pas encore. Il s'agit de retrouver la souveraineté populaire davantage que la souveraineté nationale. Si la Gauche espagnole arrivait au pouvoir, il lui faut donc se préparer à être exclue de l'UE. C'est le but de ce sommet et du suivant qui se tiendra à Madrid.

Jihen Chandoul : La difficile conquête de la souveraineté en Tunisie

4 ans après la révolution, le peuple tunisien n'est pas souverain.

Les lois ne sont pas élaborées par les parlementaire ni les citoyens mais sont préparées par les puissances étrangères. Le Cercle de Deauville, créé à l'occasion du G8 de mai 2011 s'est présenté comme une assistance à la démocratie tunisienne naissante en créant un fond d'assistance technique et d'assistance à l'élaboration des lois. Il s'agit en fait d'un cartel pour octroyer dons et prêts aux pays arabes en transition dans le cadre de modèle de développement imposé. C'est la stratégie de l'encerclement et de quick engagement, c'est-à-dire de faire passer des lois au nom de l'urgence qui contraindront les gouvernements futurs.

Aucune priorité n'a été définie par le gouvernement, mais l'extérieur pousse aux partenariats Public/Privé, aux accords de libre-échange, à un code d'investissement libéral etc.

- Dès 2011 l'UE a poussé à un accord complet de libre-échange avant les élections.

- La Société Financière Internationale, qui dépend de la Banque Mondiale, a fait un don pour aider à l'élaboration du code des investissements dont la loi, en discussion, l'instituant a posé un maximum de protections des investisseur : libre rapatriement des capitaux, arbitrages internationaux, achat de terres agricoles par des sociétés, interdiction de tout amendement ultérieur de la loi...

- les tribunaux d'arbitrage tels le CIRDI (*tribunal de la Banque Mondiale*) se basent sur les contrats bilatéraux qui mentionnent peu de droits des États mais beaucoup des investisseurs. Ainsi en décembre 2015 le CIRDI a condamné la Tunisie poursuivie par une société suédoise à propos de mesures fiscales.

Comment faire ?

- Démythifier l'assistance technique, faire savoir ses véritables objectifs, la repolitiser.

- Susciter les prises de conscience, créer de nouveaux paradigmes.

- Soutenir techniquement les décideurs pour concurrencer les experts extérieurs.

Des initiatives naissent en ce sens mais il n'y a pas encore de mouvement structuré.

Morvan Burel : libre échange

La souveraineté a été perdue au milieu des années 80, par la chute du communisme qui a laissé un boulevard au capitalisme. Le levier du libre-échange est alors utilisé pour maximaliser les profits. L'Acte Unique Européen date de 1986.

Le libre-échange a eu des résultats bien au-delà des espoirs des capitalistes : destruction des droits sociaux, délocalisations, spécialisation des productions à dumping social... Les économistes explicitent que « la défense de l'environnement et les droits sociaux sont des entraves à la concurrence ».

Dès ses débuts, le traité de Rome, l'UE a été conçue pour contourner les progrès sociaux. Déclaration de Mendès-France qui prévoit la soumission du politique à l'économie. La libre circulation y est placée en haut de la hiérarchie des normes. TAFTA parachève l'ordo libéralisme mais n'est pas si singulier.

Il n'y a pas unanimité sur les mesures protectionnistes à prendre. La souveraineté doit porter sur un territoire défini qui ne peut pas être l'Europe au vu de l'échec des traités. L'État-nation n'est pas l'Eldorado perdu mais constitue cependant un cadre utilisable de politiques administratives, par exemple l'usage des forces douanières, actuellement transférées à l'UE, si bien que par exemple 1 % seulement des conteneurs arrivant au Havre sont contrôlés. Il faut voir le protectionnisme comme un outil, il en existe toute une gamme avant l'autarcie.

IV.3 Questions de la salle

Q : Peut-on apporter de la progressivité dans le changement ?

R : Les inégalités ne résident pas dans la question de la monnaie mais dans l'ensemble des traités, on ne peut pas se limiter à la sortie de l'euro. On peut mettre en place des politiques de progrès sans pour autant perdre de vue l'objectif final.

Toutefois, le contrôle des secteurs stratégiques, la réforme du système fiscal européen, l'audit des Dettes et la mise en place des politiques sociales forment un tout.

Q : Contrôle des capitaux

R : À ce jour, notre capacité à contrôler la circulation des capitaux n'est pas à la hauteur et elle le serait encore moins si on renforçait la réglementation. Les effectifs aux Finances et aux Douanes ont été réduits.

Q : Sortir de l'UE

R : Davantage une conséquence à assumer qu'une proposition en tant que telle. L'alternative ne peut être qu'une Constituante, mais on a besoin d'un cadre minimum et d'une Europe qu'il faudra redéfinir.

Q : Les syndicats

R : UTT est le seul syndicat en Tunisie qui pèse. Il appartient au consensus national qui s'est positionné pendant la transition, mais les gens n'ont pas une vision claire du système économique à mettre en place.

En Espagne les syndicats luttent contre TAFTA et pour la souveraineté populaire. Les syndicats doivent être de ce mouvement partout en Europe et dans la rue dont il faut continuer à impulser le mouvement.

Q : L'administration frein à l'ordo libéralisme

R : En France on peut tabler sur le légitimisme des cadres supérieurs et sur la volonté générale des fonctionnaires de faire leur travail, et bien. En Espagne, c'est effectivement le cas au niveau des municipalités, ce sera pareil au niveau étatique.

VI Conclusion de JLM

A visionner (1 heure) sur le Net. On gardera quelques points saillants.

25 pays ont participé à ce sommet, 1^{er} espace pour changer l'Europe, qui fait suite à celui de Sao Paulo en 1990. Il y en aura d'autres à Madrid puis à Berlin. Une petite structure de coordination va être mise en place.

L'espace est ouvert à tous les courants au seul préalable de reconnaître qu'aucune solution de progrès n'est possible dans le cadre des traités (*ce qui clive quand même entre ceux qui pensent pouvoir les réformer et ceux qui pensent devoir en sortir et penser d'autres traités*).

70 % des textes soumis au parlement européen n'ont pas de valeur légale, les vrais sujets sont écartés.

En 2016, a eu lieu une conférence dite « des cinq présidents » pour envisager une nouvelle organisation en plus du TAFTA qui conduirait en fait à un changement de la constitution européenne. La Commission a rejeté la pétition anti TAFTA et ses 3 millions de signature.

Il suffirait aux élections allemandes de 2017 que le SPD s'allie avec die Linke et les Verts pour que la situation politique change.